

Procédure de transfert des mesures de curatelle

Remarque : les démarches mentionnées à gauche doivent être accomplies par l'autorité précédemment compétente, celles mentionnées à droite par la nouvelle autorité.

1. L'autorité A, en charge de la mesure, constate après examen des faits : a) qu'une personne placée sous une curatelle qui n'est pas de portée générale a *transféré son domicile* dans un lieu qui relève de la compétence locale de l'autorité B, ou b) que le lieu de résidence durable d'une personne placée sous curatelle de portée générale a été déplacé dans un endroit qui relève de la compétence locale de l'autorité B et que les conditions d'un changement de domicile sont réunies. L'autorité A examine s'il existe des *justes motifs* au sens de l'art. 442 ch. 5 CC qui s'opposeraient au transfert, si le curateur est disposé et apte à continuer d'assumer son mandat sous la nouvelle autorité et, dans l'affirmative, si cela est dans l'intérêt de la personne concernée.
 2. L'autorité A communique à l'autorité B, nouvellement compétente à raison du lieu, les faits qu'elle a établis et lui *demande* (sous forme de lettre) si elle est prête à reprendre la mesure, le cas échéant avec le curateur actuellement en place, et si oui, à partir de quelle date.
 3. L'autorité B examine la demande, détermine – lorsqu'un changement de curateur doit être décidé – qui pourrait être nouvellement désigné [Variante : cette question peut aussi être examinée ultérieurement, mais au plus tard avant l'étape 5] et communique sa *réponse* (sous forme de lettre) à l'autorité A, en indiquant une date précise pour la reprise de la mesure.
- Démarches procédurales supplémentaires éventuelles, lorsque les autorités sont d'un avis divergent : *échange de vues* (art. 444 al. 3 CC)/*saisine de l'instance judiciaire de recours par l'autorité A* (art. 444 al. 4 CC)/*recours au Tribunal fédéral* (recours en matière civile selon l'art. 72 al. 2 let. b. ch. 6 LTF).
4. *Décision de transfert de l'autorité A* (transfert de la mesure à l'autorité B avec effet au [date]/délai au [date] fixé au curateur pour la remise de son rapport et de ses comptes (dans l'hypothèse où le curateur reste en fonction), ou pour la remise de son rapport et des comptes finaux (dans l'hypothèse d'un changement de curateur)/voies de recours/notification à la personne concernée, au curateur jusqu'alors en fonction, à l'autorité B).
 5. *Décision de reprise de la mesure par l'autorité B* (reprise de la mesure avec effet au [date]/confirmation du curateur actuellement en fonction [Variante : confirmation provisoire seulement, la confirmation définitive étant réservée jusqu'à la prise de connaissance

du rapport et des comptes] ou nomination d'un nouveau curateur/voies de recours/notification à la personne concernée, au curateur jusqu'alors en fonction, cas échéant au nouveau curateur, à l'autorité A, cas échéant communication à l'office des poursuites de B [en cas de gestion de patrimoine]).

Etablissement du rapport et des comptes (le cas échéant finaux) par le curateur jusqu'alors en fonction.

Le cas échéant, *transfert du mandat* au nouveau curateur et *reprise* du mandat par celui-ci.

6. Examen du rapport et des comptes (le cas échéant finaux) par l'autorité A/*décision concernant l'approbation et la décharge, respectivement refus (év. partiel) de celles-ci*/voies de recours/notification à la personne concernée, au curateur jusqu'alors en fonction, cas échéant au nouveau curateur, à l'autorité B.

7. *Prise de connaissance* par l'autorité B du rapport et des comptes (le cas échéant finaux)/cas échéant, confirmation définitive du curateur jusqu'alors en fonction ou nomination d'un nouveau curateur/cas échéant, invitation à examiner d'éventuelles *prétentions en responsabilité (début du délai)*.